

Canada - United States  
Inter-Parliamentary Group  
Canadian Section



Groupe interparlementaire  
Canada - États-Unis  
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation à la 68<sup>e</sup> Réunion annuelle de  
la Conférence législative du Midwest (CLM)  
de la « *Council of State Governments* »**

**Groupe interparlementaire Canada-États-Unis**

**St. Paul (Minnesota), États-Unis d'Amérique  
Du 14 au 17 juillet 2013**

# Rapport

## **MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION**

Du 14 au 17 juillet 2013, l'honorable Wilfred P. Moore, c.r. sénateur et vice-président du Groupe, a dirigé une délégation de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis à la 68<sup>e</sup> Réunion annuelle de la Midwestern Legislative Conference (MLC) du Council of State Governments, à St. Paul, au Minnesota. La délégation se composait également de l'honorable Jean-Guy Dagenais, sénateur, et M. Merv Tweed, député, et elle était accompagnée par Mme Martha Butler, conseillère de la Section canadienne.

## **LA RÉUNION**

La MLC, qui se réunit une fois l'an, est une association régionale de législateurs de 11 États américains et de leurs homologues des quatre provinces canadiennes affiliées (voir l'annexe). La MLC a pour but de favoriser la coopération intergouvernementale des États de la région du Midwest par l'étude des problèmes communs, par l'échange de renseignements et d'idées, par la mise en commun du savoir et de l'expérience et, s'il y a lieu, par l'adoption de mesures de collaboration visant à améliorer le gouvernement d'État.

## **OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION POUR CETTE RÉUNION**

Le Canada et les 11 États membres de la MLC entretiennent une relation mutuellement profitable. En effet, plus de 1,5 million d'emplois dépendent des échanges commerciaux entre les deux pays, et le Canada est le plus grand partenaire commercial de tous les États du Midwest. En 2012, le commerce des marchandises canado-américain était évalué à 572 milliards de dollars américains, dont plus de 210 milliards viennent du commerce entre les États membres de la MLC et les provinces canadiennes affiliées. Selon les données, toujours en 2012, les Canadiens ont effectué plus de 7,9 millions de séjours dans ces États et y ont dépensé plus 1,6 milliard de dollars américains, tandis que les habitants de ces États se sont rendu plus de 6 millions de fois au Canada et y ont dépensé environ 1,6 milliard de dollars américains.

Le Groupe interparlementaire vise à trouver les points de convergence dans les politiques nationales des deux pays, à favoriser les échanges d'information et à aider les parlementaires canadiens et américains à mieux comprendre les questions d'intérêt commun. Les membres de la Section canadienne du Groupe interparlementaire rencontrent fréquemment leurs homologues fédéraux et assistent également à des réunions auxquelles participent gouverneurs et législateurs d'État. Ces rencontres donnent lieu à des discussions qui aident la Section canadienne à atteindre ses objectifs et permettent de mieux comprendre la nature et l'ampleur de la relation bilatérale entre les deux pays.

Selon les membres de la Section canadienne, la réunion annuelle de la MLC de 2013 se révélait l'occasion idéale pour entreprendre des discussions sur les nombreuses possibilités de collaboration pour le Canada et les États du Midwest, en contexte de

développement économique régional. En outre, les délégués ont pu assister à des exposés sur diverses questions d'intérêt commun, dont le commerce, l'agriculture et la modernisation des services à la frontière. Relevons tout particulièrement les discussions et les résolutions qui en sont issues sur l'exigence des États-Unis en matière d'indication du pays d'origine obligatoire aux États-Unis (aux effets néfastes tant aux États-Unis qu'au Canada), le nouveau passage international de Windsor-Détroit (qui favorisera les échanges commerciaux et le tourisme) et la qualité des eaux régionales (objectif qui pourrait bénéficier de l'établissement de cibles et buts communs). Étant donné que ses membres ont le sentiment d'avoir atteint leurs objectifs à l'occasion de cette réunion, la Section canadienne a l'intention d'assister aux prochaines réunions annuelles de la MLC et de poursuivre les efforts de défense des intérêts du Canada auprès des États du Midwest américain.

## **ACTIVITÉS TENUES DURANT LA RÉUNION ANNUELLE**

Pendant la 68<sup>e</sup> réunion annuelle de la MLC, un certain nombre de séances plénières et de séances de discussion ont eu lieu sur les thèmes suivants :

- Le point sur les questions sur l'agriculture des États et provinces
- Le point sur les questions fédérales d'agriculture
- L'importance et l'avenir de la recherche en agriculture
- Les espèces envahissantes
- Les répercussions des biocarburants sur l'économie et l'environnement
- La compétitivité et la croissance des régions : Pôles d'affaires et stratégies sur les chaînes d'approvisionnement
- Le rôle et les conséquences des mesures incitatives et de la réglementation sur la croissance économique
  - Le contexte des mesures incitatives dans le Midwest
  - L'exercice de rééquilibrage des cadres réglementaires des États
- Les tendances dans le financement dans l'éducation
- Les stratégies pour promouvoir la préparation aux études postsecondaires et à la carrière
- Études en ligne
- Les coûts de l'assurance-maladie : stratégies pour infléchir la courbe
- Les systèmes de soins de santé mentale : Solutions pour les États afin de mieux desservir les personnes qui en ont besoin
- Autisme : Les dernières données scientifiques et le rôle de soutien des États
- La valeur du commerce transfrontalier entre les États et provinces

- Par-delà la frontière et autres ententes de coopération en matière de réglementation : Retour sur les réussites et les défis
- La gestion des eaux communes
- L'amélioration des portes d'entrée et de l'infrastructure à la frontière
- La pensée orthodoxe : pourquoi la politique et la religion divisent les bonnes gens
- Les échanges civilisés dans la sphère législative
- La brillante réussite de la clinique Mayo
- Le financement du transport au XXI<sup>e</sup> siècle
- Les nouvelles tendances en matière de politiques des États sur les études postsecondaires : Prestation de programmes, réglementation et aide financière
- Les mesures de protection du régime Medicaid
- Les politiques des États visant à promouvoir la conservation de l'eau et l'efficacité
- La table ronde des leaders en matière de finances
- Le développement du service ferroviaire voyageurs au Midwest
- L'avenir des États
- Le perfectionnement de la main-d'œuvre après la récession : Défis et débouchés pour les États du Midwest
- Le carburant de notre avenir : l'énergie du Midwest
- Les enseignements sur la gouvernance tirés de l'expérience américaine

Le présent rapport est un compte rendu sommaire des séances plénières ainsi que des séances de discussion tenues lors de la réunion annuelle.

## **LA VALEUR DU COMMERCE TRANSFRONTALIER ENTRE LES ÉTATS ET PROVINCES**

**Laura Dawson, *Dawson Strategic***

- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) est un « instrument en voie de déclin et d'inefficacité », qui ne parvient plus au but recherché. Bon nombre d'éléments importants de la politique commerciale se décident entre les provinces et les États, voire entre municipalités, au lieu de l'être à l'échelon national.
- Les pays émergents profitent des « petits différends de compétence » entre le Canada et les États-Unis.

- Les 11 États du Midwest exportent plus de biens au Canada qu'à tout autre pays, alors qu'ils lui vendent environ 36 % de leur production.
- Le Canada et les États-Unis jouissent du plus grand partenariat commercial du monde. Les États-Unis entretiennent des relations de plus grande envergure avec l'Union européenne et ils importent davantage de la Chine, mais c'est pourtant le Canada qui leur achète davantage de biens que la Chine.
- Dans les chaînes d'approvisionnement canadiennes, 76 % des intrants étrangers proviennent des États-Unis, tandis que les produits canadiens ne représentent que 32 % des chaînes d'approvisionnement américaines.
- Le dédoublement des réglementations et le fardeau administratif causé par les règles d'origine rendent les produits sur le marché nord-américain plus chers qu'ils ne le devraient l'être.
- L'« effet frontière » constitue un obstacle au commerce international. C'est en partie pourquoi les pays sont 10 à 20 fois plus susceptibles de faire du commerce intérieur que du commerce extérieur.
- L'ALENA promettait une production en juste à temps, où la fluidité des passages frontaliers permettait à la production d'être terminée à temps. Par suite des mesures de sécurité prises après le 11-Septembre, on a fini par s'approcher davantage d'une production qui oblige les entreprises à conserver de gros stocks en cas d'éventuelles fermetures des frontières.
- Les véhicules construits en Amérique du Nord franchissent la frontière de nombreuses fois, car diverses pièces sont produites et assemblées dans différentes régions du continent. Ainsi une automobile passe 15 fois les douanes avant d'être mise en vente, tandis que les véhicules importés d'Asie ne le font qu'une seule fois.
- L'Amérique du Nord doit obtenir de meilleurs résultats pour demeurer compétitive. Aussi, le principe « achetez local, pensez national » nuit à la compétitivité internationale de l'Amérique du Nord.
- L'Amérique du Nord ne peut concurrencer les pays émergents en raison des coûts de main-d'œuvre et la valeur des devises, mais il est possible de réduire d'autres coûts et de prendre des mesures d'efficacité.
- Quelque 87 % des exportations canadiennes sont envoyées à des pays dont le taux de croissance du PIB frôle les 2 %, et environ 4 %, à des pays dont le taux se situe entre 4 et 8 %. Il faut que le Canada exporte vers des pays dont l'économie croît rapidement.
- Pour qu'une entreprise exporte vers un nouveau pays, elle doit en connaître les règles de déclaration du pays d'origine, qui peuvent engendrer jusqu'à 5 % des coûts de production. Il faut compter encore 2 à 10 % pour les frais d'inspection et les droits de douane.

- Les questions sur les frontières sont épineuses et « insolubles ». Il est tout particulièrement, difficile de faire avancer des questions canadiennes aux États-Unis à moins que des citoyens américains se sentent interpellés.
- Il faut remplir jusqu'à 17 formulaires pour qu'une vache franchisse la frontière canado-américaine. Cet exemple démontre l'ampleur du fardeau que constituent les lourdeurs administratives. .
- Des réglementations disparates engendrent des coûts de transactions inutiles. Par exemple, les symboles d'homologation des chaussures de protection ne sont pas les mêmes en Ontario (triangle vert) et au Michigan (cercle vert), ce qui suffit à créer un autre obstacle.
- Si le Canada et les États-Unis ne travaillent pas main dans la main, ils ne resteront pas compétitifs au niveau mondial.

**Lora Klenke, *Wisconsin Economic Development Corporation***

- Concernant les exportations, le Wisconsin se classe au 18<sup>e</sup> rang aux États-Unis.
- Bien que le Wisconsin soit reconnu pour sa production laitière, les principaux produits d'exportation ne sont pas agricoles : il s'agit surtout d'équipements, d'appareils et de véhicules.
- Jusqu'à tout récemment, les trois plus grands marchés d'exportation du Wisconsin étaient le Canada, le Mexique et le Japon. De nos jours, la Chine, l'Inde et l'Australie gagnent de plus en plus d'importance.
- Environ un tiers des exportations du Wisconsin sont envoyées au Canada, et cette proportion semble être stable au fil des ans. Encore aujourd'hui, il est plus facile d'expédier des produits au Canada qu'en Chine.
- Désormais, la Chine est le troisième marché d'exportation en importance du Wisconsin et elle dépassera bientôt le Mexique, qui est le deuxième. En 2000, la Chine ne figurait même pas parmi les 10 principaux marchés d'exportation de l'État.
- Pour l'heure, le Wisconsin connaît un excédent commercial avec le Canada.
- Certains secteurs clés, notamment les services à large bande, les infrastructures et l'approvisionnement, offrent des possibilités d'échanges commerciaux entre le Wisconsin et le Canada.
- Quelque 88 % des exportations du Wisconsin sont effectuées par de petites entreprises de moins de 100 employés. Par contre, les entreprises en zone rurale ou éloignée exportent peu et elles ont besoin de services à large bande pour soutenir la concurrence.

- En 2010, le Canada a investi plus de 225 millions de dollars pour résoudre ce problème d'accès aux services à large bande dans de nombreuses régions éloignées.
- L'entretien du port de Milwaukee, important pôle de transport et de distribution au Wisconsin, coûte très cher.
- Une solution à la question du poids des camions et l'harmonisation de la réglementation afférente entre les différentes régions d'Amérique du Nord faciliteraient les échanges commerciaux.
- La construction navale et le secteur militaire présentent un potentiel de croissance pour le Wisconsin et le Canada, surtout pour la construction navale en milieu urbain, comme à Vancouver et à Halifax.
- Dans sa politique sur les retombées industrielles régionales, l'État du Wisconsin répertorie les possibilités d'investissement. Pour les saisir, les entreprises doivent établir des partenariats, car la plupart d'entre elles ne possèdent pas, à elles seules, les ressources nécessaires pour ouvrir une succursale au Canada.

## **PAR-DELÀ LA FRONTIÈRE ET AUTRES ENTENTES DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION : RETOUR SUR LES RÉUSSITES ET LES DÉFIS**

**Adam C. Schlosser, *Chambre de commerce des États-Unis***

- Le Canada et les États-Unis doivent impérativement renforcer les liens qu'ils entretiennent pour contrer « la tyrannie des petites différences », acceptée comme inhérente lorsqu'on fait des affaires en Amérique du Nord. Il s'agit d'importants obstacles non tarifaires.
- Les nombreux essais exigés pour répondre aux conditions d'homologation des diverses administrations en Amérique du Nord représentent bien cette tyrannie des petites différences, tout comme la divergence d'unités de mesure (impériales et métriques), source de coûts inutiles.
- Une véritable harmonisation des réglementations exige des normes et un système d'unités de mesure communs. Cette harmonisation est certes une tâche herculéenne, mais des mesures progressives en ce sens contribueraient à éliminer des coûts et à améliorer la sécurité.
- La coopération en matière de réglementation amène son lot de défis tactiques et de possibilités stratégiques.
- En 2011, le premier ministre Harper et le président Obama ont annoncé le plan d'action conjoint du Conseil de coopération Canada–États-Unis en matière de réglementation, composé de 29 initiatives. De plus, il y a eu publication de deux plans de travail en 2012.
- En juin 2013, le Conseil de coopération a publié une mise à jour, qui trace clairement la voie à suivre au cours des cinq prochaines années.

- Le Conseil de coopération a créé un dossier pouvant recevoir des commentaires à intégrer potentiellement à la « nouvelle vague » de projets de réglementation.
- Pour faire avancer davantage les choses, les États et provinces devraient utiliser un plan d'action semblable à celui du Conseil de coopération. Même si celui-ci été établi par les gouvernements fédéraux, ce type de coopération pourrait leur être fort utile.

**Eric Miller, *Conseil canadien des chefs d'entreprise***

- On a achevé la première phase du Système de données sur les entrées et les sorties, établi dans le cadre de la déclaration et du plan d'action par-delà la frontière. Ce système fournit les données utiles sur les personnes qui franchissent la frontière et, grâce à la mise en commun de ces données, évite le double emploi des ressources.
- C'est au port de Prince-Rupert qu'a été lancé un projet pilote sur l'inspection des cargaisons fondé sur le principe « dédouané une fois, accepté deux fois ». La localité de Prince-Rupert s'est révélée l'endroit idéal pour le projet pilote, puisque la ville portuaire est en zone éloignée et qu'il était donc facile de procéder à des inspections.
- Ces dernières années, les produits agricoles sont de plus en plus inspectés en Amérique du Nord. Les transporteurs nord-américains doivent donc fournir une formation spéciale à leurs employés.
- Le programme NEXUS a accru la fluidité aux frontières, et ce type de programme pourrait être utilisé dans d'autres pays.
- Il n'est pas encore établi dans quelle mesure des innovations comme le programme NEXUS et le projet pilote du Port de Prince-Rupert joueront sur l'efficacité des services frontaliers. Le Conseil canadien des chefs d'entreprise est en train de réaliser une étude, dont la publication est prévue pour l'automne prochain, sur les systèmes intelligents aux frontières.
- Les États et provinces peuvent contribuer à améliorer l'efficacité des services frontaliers en investissant dans les infrastructures.
- C'est un État et une province, et non les gouvernements fédéraux, qui ont réglé un litige important sur les améliorations nécessaires des infrastructures au pont Peace, qui relie Buffalo et Fort Erie. La même situation s'est produite pour les postes à la frontière de l'Ontario et du Michigan.
- Les États et provinces ont fait honneur à leur réputation de lieux propices à l'innovation pour ce qui est des mesures d'efficacité visant les services frontaliers.

## LA GESTION DES EAUX COMMUNES

**Bradley C. Karkkainen, *Université du Minnesota***

- Les eaux limitrophes internationales sont de plus en plus à l'origine de dissensions.
- Souvent les pays ferment les yeux et oublient le problème des pénuries d'eau.
- Selon le droit international coutumier, qui ne découle pas de traités mais bien d'une pratique générale acceptée comme étant le droit, il est généralement entendu que les nations doivent partager leurs ressources en eau de manière juste et équitable. Cependant, le sens à donner au terme « équitable » est souvent objet de litige.
- Parmi les plus célèbres exemples de différends sur les ressources en eau, celui de la fonderie de Trail, en Colombie-Britannique, et de la pollution qu'elle a produite. C'est à cette occasion que le principe de pollueur-payeur a été inscrit dans le droit environnemental.
- Il reste des points de friction entre le Canada et les États-Unis au sujet de l'utilisation et de la pollution de l'eau des Grands Lacs, mais le fait que les ressources soient largement suffisantes en réduit le nombre.
- La première entente majeure sur les Grands Lacs et les autres eaux limitrophes était la *Loi du traité des eaux limitrophes internationales de 1909*, suivie d'une autre entente importante, soit l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs de 1972, qui visait la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent et le maintien de la santé de leurs écosystèmes.
- En dépit de la mise en vigueur d'ententes en la matière, le problème demeure presque entier. Les promesses d'action ne se sont pas encore traduites en loi, et les progrès se font donc attendre.
- Les États et provinces ne sont pas des parties prenantes d'ententes sur les eaux communes du Canada et des États-Unis. Ottawa et Washington agissent souvent comme si ce débat relevait de leurs seules compétences et négligent de faire participer les États et provinces aux pourparlers. Il s'agit là d'une vision très réductrice de la question des eaux communes.
- Les États et provinces doivent faire entendre leur avis sur la question.

**L'honorable Gord Macintosh, *ministre de la Conservation et de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba***

- Le phosphore et l'azote présents dans ses eaux de crue ont des effets importants sur le lac Winnipeg. De plus, les inondations et les changements climatiques jouent sur les niveaux de ces deux éléments chimiques.

- Le bassin hydrographique du lac Winnipeg, d'une grande étendue, touche neuf États et provinces dotés de traditions juridiques différentes les unes des autres.
- Trop souvent, les frontières des États et provinces ne concordent pas avec les cours d'eau naturels. Les diverses autorités sont donc obligées de partager l'accès et les ressources d'un seul cours d'eau.
- Après des années de négociations, les neuf États et provinces riverains du bassin hydrographique du lac Winnipeg ont conclu en juin 2012 l'accord du lac Friendly.
- Même si les signataires de cet accord se trouvent tous dans le bassin hydrographique du lac Winnipeg, cette entente ne vise pas seulement le lac, mais bien tous les autres cours d'eau. Par conséquent, elle présente un intérêt pour un plus grand nombre de personnes.
- L'idée sous-jacente à un tel accord « élargi » qui puisse être appliqué à n'importe quel bassin hydrographique était que si tous faisaient attention à l'eau de leurs environs, le lac Winnipeg serait plus sain.
- La terminologie utilisée dans l'accord a posé problème. En effet, le phosphore et l'azote, deux éléments chimiques qui peuvent devenir des agents polluants de l'eau, sont souvent indiqués comme des « nutriments », un mot au message paradoxal, à cause de sa connotation positive en contexte environnemental.
- Les rédacteurs de l'accord du lac Friendly se sont entendus pour décrire la pollution par le phosphore et l'azote à l'aide du terme « niveau excessif de pH », dans le but de réduire le risque que soit mal interprété le rôle de ces deux éléments chimiques dans l'écosystème des cours d'eau.
- Lors de la rédaction de l'accord, les parties ont noté que, trop souvent, la population soutient peu les marais.
- Il est impératif de sensibiliser la population à l'importance des marais pour les écosystèmes.
- Les stations d'épuration et leurs améliorations ne figurent pas en tête des priorités de la population, mais elles sont tout de même essentielles à la santé des écosystèmes.
- On entretient parfois des illusions sur la vitesse à laquelle les effets de la pollution d'un lac sont éliminés. On cite très fréquemment les grands travaux d'assainissement du lac Constance, en Suisse, qui ont permis de restaurer la santé du lac en une dizaine d'années. Cependant, le lac Winnipeg est 40 fois plus grand que le lac Constance, et son bassin s'étend sur neuf États et provinces. Il faudra donc compter plus de temps avant de constater des améliorations importantes de la santé du lac Winnipeg.

- Les agriculteurs, les propriétaires de maison, les divisions scolaires, les entreprises, les municipalités et autres acteurs doivent savoir les gestes à adopter pour ne pas nuire à la santé des eaux, et tous devraient traiter l'eau comme s'ils allaient la boire. Ce principe est un des piliers de l'approche prise pour l'accord du lac Friendly par les neuf signataires, et il pourrait s'appliquer à tous les bassins hydrographiques.
- Les obstacles en matière de réglementation peuvent influencer sur la qualité de l'eau. Par exemple, les détergents, notamment ceux utilisés pour les lave-vaisselle, peuvent polluer l'eau. Pourtant, même si on a inventé le lave-vaisselle qui ne nécessite pas de détergent, la réglementation sur ce type d'appareil exige clairement l'utilisation de détergent, ce qui pourrait comme conséquence que soit interdite la vente de lave-vaisselle sans détergent dans bien des États et provinces.

## **L'AMÉLIORATION DES PORTES D'ENTRÉE ET DE L'INFRASTRUCTURE À LA FRONTIÈRE**

**Daniel D. Ujcz, *Dickinson Wright PLLC***

- Trois obstacles viennent « hanter » les relations entre le Canada et les États-Unis :
  - le protectionnisme, que l'on voit avec le régime « Buy America » et l'étiquetage obligatoire du pays d'origine;
  - le manque d'harmonie en matière de réglementation, qui peut faire baisser la compétitivité et la productivité d'organismes comptant sur les passages transfrontaliers fréquents et faire fuir de nouveaux exportateurs désireux de percer de nouveaux marchés au Canada et aux États-Unis;
  - le vieillissement des infrastructures à la frontière, qui peuvent mener à des litiges sur l'entité qui assumera le coût des réparations.
- L'Amérique du Nord est un continent de régions : la Colombie-Britannique est plus près de l'État de Washington que de l'Ontario.
- Les mesures de sécurité prennent le pas sur le commerce à la frontière canado-américaine. Les services frontaliers manquent depuis longtemps d'effectifs, et ses infrastructures datent des années 1920 et 1930. Depuis le 11-Septembre, les mesures de sécurité à la frontière priment sur l'amélioration des infrastructures favorisant les échanges commerciaux.
- Il existe des projets d'échanges commerciaux efficaces, qui ne font pas partie de l'ALENA, notamment le Groupe de travail sur les questions frontalières de transport du Canada et des États-Unis.
- Le Canada connaît de grandes avancées pour honorer son engagement envers la modernisation des services frontaliers. Grâce à des investissements considérables dans les infrastructures, le Canada se

positionne de façon stratégique comme porte d'entrée de l'Amérique du Nord.

- L'une des dernières mesures sur les infrastructures adoptées par le Canada est la *Loi sur les ponts et tunnels internationaux de 2007*, dont l'examen quinquennal prévu par la loi a été entrepris en 2012.
- Avec une fourchette de 30 minutes à plus de 2 heures, le temps d'attente à la frontière peut ralentir le déplacement des voyageurs et des marchandises.
- De longues files d'attente de camions tournant au ralenti aux postes frontaliers causent des problèmes de santé aux résidents locaux, particulièrement les asthmatiques et les personnes atteintes d'autres maladies. Elles créent également de sérieux problèmes de circulation, particulièrement lorsqu'une tempête de neige crée un bouchon de 80 km à partir de la frontière.
- Des approches novatrices, comme les partenariats public-privé, peuvent s'avérer utiles pour régler les problèmes de congestion et d'infrastructure aux postes transfrontaliers. Dans la poursuite de son leadership en matière de questions frontalières ces dernières années, le Council of State Governments pourrait souhaiter proposer des modèles de financement tels les partenariats privé-public.

## **LA PENSÉE ORTHODOXE : POURQUOI LA POLITIQUE ET LA RELIGION DIVISENT LES BONNES GENS**

**Jonathan Haight, *Université de York***

- L'homme a de bonnes raisons de fêter. Dans toute l'histoire, la richesse n'a jamais atteint d'aussi hauts sommets, la pauvreté extrême n'a jamais autant reculé, le nombre des démocraties dépasse largement les autocraties et les régimes à État déliquescents et, finalement, le génocide est pratiquement inexistant.
- Malgré la grande amélioration de la qualité de vie de la majeure partie de la population mondiale, le milieu politique américain souffre d'une importante polarisation, dans la mesure où la plupart des membres d'un parti politique se méfient de plus en plus de leurs adversaires, et la confiance dans le gouvernement est à la baisse, particulièrement chez les républicains.
- Aux États-Unis, on remarque une montée marquée de l'incivilité dans la sphère politique.
- La civilité est la capacité d'être en désaccord avec d'autres personnes tout en respectant leur sincérité et leur dignité.
- La polarisation de la pensée politique aux États-Unis et la montée de l'incivilité tient à plusieurs facteurs :

- les changements générationnels et culturels,
  - les réformes de procédure au Congrès des États-Unis en 1995,
  - la polarisation dans les médias,
  - la hausse de l'immigration et de la diversité ethnique et raciale,
  - le rôle croissant de l'argent dans les campagnes politiques et les publicités négatives,
  - la fin de la Guerre froide, qui signifie la perte d'un ennemi commun,
  - l'homogénéité par le lieu de résidence, soit le fait que des gens aux vues politiques semblables habitent près les uns des autres et ne s'exposent pas aux nouvelles idées,
  - l'amélioration des niveaux d'étude, qui signifie qu'un plus grand nombre d'électeurs sont à même de comprendre les politiques et sont plus susceptibles de voter selon leur point de vue politique global.
- Selon la psychologie morale, l'intuition passe avant le raisonnement stratégique. Autrement dit, les gens acceptent plus volontiers d'adhérer aux revendications correspondant à leurs propres préjugés, mais ont recours à tout leur pouvoir de rationalisation pour rejeter les preuves du contraire. Ce type de raisonnement renvoie les gens aux antipodes du spectre politique, et ceux-ci vivent essentiellement dans deux mondes construits de manière complètement différente, avec leur propre ensemble de faits historiques, scientifiques et constitutionnels.
  - La moralité n'est pas qu'une affaire de lutte contre le mal et d'équité. Les gens plutôt de gauche chérissent souvent ces deux valeurs, parfois au point même de presque exclure d'autres valeurs particulièrement importantes aux yeux de personnes de droite, comme la liberté, la loyauté, le respect pour l'autorité et les principes inviolables, ou la croyance que des idées ou objets soient sacrés dans une société.
  - La moralité sert autant de lien que d'œillères : les gens de même idéologie se regroupent et perdent leur capacité à entendre d'autres points de vue.
  - Les États sont en général beaucoup plus polarisés sur le plan politique qu'à Washington. La Louisiane est l'État le moins polarisé, alors que la Californie est celui qui l'est le plus.
  - Certains changements pourraient améliorer la civilité et réduire la polarisation politique, notamment la tenue d'élections primaires ouvertes, afin de réduire la probabilité d'élection de candidats ultrapartisans, et la restructuration du calendrier législatif, afin de permettre l'établissement de relations bipartites.
  - Les politiciens peuvent neutraliser les effets de la polarisation politique en s'engageant à faire preuve de plus de civilité, à éviter la diabolisation de

leurs adversaires et à préserver l'intégrité du processus politique, soit par l'adoption de réformes visant la saine gouvernance au lieu de l'avantage politique.

- Les politiciens devraient songer à tisser des liens entre les deux partis pour enrichir leur raisonnement et leur capacité à voir les points de vue des autres.

## **LES ÉCHANGES CIVILISÉS DANS LA SPHÈRE LÉGISLATIVE**

### **Peter Barca, *représentant à l'Assemblée législative de l'État du Wisconsin***

- En société, la polarisation croissante de la pensée politique influe sur les assemblées législatives, qui deviennent à leur tour de plus en plus polarisées.
- L'un des moyens de contrer le problème de l'incivilité serait de ralentir le processus législatif afin de permettre d'accorder davantage de temps aux débats publics, aux délibérations et à l'étude des projets de loi.

### **Peeverill Squire, *Université du Missouri***

- Les règles de procédure sont conçues de façon à empêcher les passions de se déchaîner dans les institutions parlementaires. En effet, les assemblées législatives sont des organisations fragiles, car, trop souvent, les membres parviennent difficilement à des décisions consensuelles. Leur volonté de gagner à tout prix ne peut que s'avérer dommageable pour tous à long terme.
- La civilité dans la sphère législative n'est pas une question de savoir qui gagnera aujourd'hui, mais plutôt de s'assurer que l'institution continuera de fonctionner comme elle le doit, à l'avenir.
- Malgré l'évolution en montagnes russes de la tendance à l'incivilité et à l'abus de procédures, des changements importants ont été apportés qui empêchent de renverser la tendance actuelle.
- De nos jours, de nombreux législateurs semblent plus dévoués envers l'institution qu'à des politiques particulières.

### **Christopher Cochrane, *Université de Toronto***

- Le Canada connaît depuis peu la polarisation ou l'incivilité dans la sphère politique. Ce n'est que tout récemment qu'on a vu apparaître des publicités négatives.
- Les Canadiens peuvent ne pas s'entendre sur des questions sociales d'importance, mais leur position sur une question sociale en particulier n'est pas un indicateur de leur affiliation politique, même si un parallélisme

entre une position sur une politique et l'affiliation politique semble se dessiner.

- Le système politique du Canada n'est pas fondé sur le consensus : le gouvernement dirige et les partis de l'opposition expriment leur désaccord.
- Au Canada, la polarisation de la pensée politique n'est pas un problème en soi, mais l'incivilité l'est devenue. Le système politique au Canada fonctionne essentiellement d'après le principe d'engagement d'honneur.
- L'un des exemples les plus célèbres de la civilité au sein du gouvernement canadien date de 1968. Après un vote de défiance, Robert Stanfield, chef de l'Opposition officielle, aurait pu demander la dissolution du Parlement. Au lieu de cela, il a discuté de la situation avec le premier ministre Lester Pearson et a décidé de ne pas profiter de ce vote à son avantage politique, car une élection n'aurait pas été dans l'intérêt du Canada à l'époque.
- Le Canada est tributaire de chefs plus enclins à perdre l'avantage politique qu'à déshonorer le processus politique.

#### **Paul Hillegonds, *ancien membre de la Chambre des représentants du Michigan***

- En raison d'une plus grande incivilité et d'un débat restreint sur des politiques, les assemblées législatives tiennent très peu compte des avis de l'opposition lors de l'adoption des budgets.
- Une solution au problème de l'incivilité serait d'encourager la collaboration entre nouveaux élus. Ainsi les nouveaux législateurs seraient encouragés à travailler main dans la main pour atteindre des buts communs et pour établir une relation de confiance.
- La durée des mandats peut s'avérer très dommageable pour les relations entre législateurs et avec les électeurs, puisque le remplacement des élus impose le rétablissement constant de liens de confiance. Au contraire, les relations à long terme créent un système où sont favorisées les stratégies à long terme au lieu de la recherche à court terme d'un avantage.

#### **LA BRILLANTE RÉUSSITE DE LA CLINIQUE MAYO**

##### **Patricia Simmons, *clinique Mayo***

- La clinique Mayo est reconnue dans le monde pour la qualité de ses soins et la priorité absolue accordée aux patients.
- La clinique Mayo se trouve à Rochester, une ville de 100 000 âmes du Minnesota. Fondée il y a 150 ans, elle traite environ un million de personnes par année et emploie 60 000 personnes.
- Les patients viennent de toutes les régions des États-Unis ainsi que de 145 pays pour s'y faire soigner.

- Le personnel adhère fortement à la mission de la clinique axée sur le patient. Par exemple, lors de la récente visite de CNN à la clinique Mayo, un journaliste a demandé à un homme qui nettoyait des poignées de porte ce qu'il faisait. L'homme a simplement répondu qu'il sauvait des vies.
- Tout le travail de l'équipe de la clinique repose sur la recherche. Les médecins écoutent les patients et apprennent d'eux tout comme de leurs collègues.
- Parmi les difficultés que connaissent la clinique Mayo et le secteur des soins de santé en général, on compte le vieillissement de la population, la baisse du segment de la population qui paie des impôts sur le revenu et l'augmentation des coûts de financement des percées médicales.
- Le système de soins de santé américain se heurte à certaines inconnues, notamment l'application de la *Affordable Care Act* et les changements afférents d'accès à l'assurance.
- Charles Mayo, fondateur de la clinique éponyme, croyait fermement que le changement était la seule chose constante dans la vie. En suivant les changements et en accordant priorité aux besoins des patients, il a façonné la mission de la clinique.
- La clinique Mayo a ouvert trois nouveaux centres :
  - le Centre de la médecine individualisée, qui s'occupe de patients dont le pronostic est sombre ou qui vivent une « odysée du diagnostic » et qui n'arrivent pas à obtenir un diagnostic de leur problème de santé;
  - le Centre de la médecine régénérative, qui vise à améliorer la médecine de transplantation et à innover en régénération de tissus;
  - le Centre des sciences de la santé, qui étudie l'élaboration de solutions abordables, l'atteinte de résultats optimaux et la mise en pratique élargie du savoir.
- Ce sont les patients qui choisissent la clinique Mayo pour s'y faire soigner. Au même titre, c'est le personnel médical qui décide d'y travailler.
- Depuis des dizaines d'années, le nombre de patients désireux d'être soignés à la clinique Mayo dépasse le nombre de personnes que la clinique peut accueillir. Par conséquent, l'établissement de soins de santé est obligé de sélectionner les patients avec prudence. Elle tente de choisir les patients qui sont les plus susceptibles de profiter de ses services.
- Parmi ses critères de tri pour déterminer si elle traitera le patient, la clinique Mayo vérifie si les services médicaux voulus par le patient sont offerts dans son État d'origine.
- Afin de faciliter le traitement des patients dans leurs localités, la clinique Mayo déploie beaucoup d'efforts dans la transmission du savoir et dans l'établissement de pratiques exemplaires adoptées ailleurs.

- La clinique Mayo a la réputation enviable de prodiguer les soins les plus économiques, ce qui tient en partie à l'établissement de diagnostics exacts. De prime abord, l'utilisation d'outils de diagnostic peu coûteux peut sembler un moyen efficace de maîtriser les coûts, mais s'il est moins exact ou moins efficace que d'autres, un outil de diagnostic de qualité inférieure peut se révéler plus coûteux à long terme en raison de la possibilité d'erreur de diagnostic.
- La clinique Mayo fait appel à la médecine à distance. Ainsi, elle a un programme spécialement pour les ACV, qui permet à des neurologues compétents d'établir un diagnostic à distance, utilise plusieurs types de consultation électronique et contribue à la transmission du savoir à l'aide de son programme AskMayoExpert.

## **LES MESURES DE PROTECTION DU RÉGIME MEDICAID**

**Maria Schiff et Matt McKillop, *Les Pew Charitable Trusts***

- Les dépenses en santé augmentent rapidement aux États-Unis, surtout à l'échelon des États et des municipalités. Dans ce contexte, il est particulièrement important de connaître les services assurés par les ordres de gouvernement et la manière de maîtriser les coûts d'assurance-maladie.
- Le contrôle des fraudes et abus du régime Medicaid peut être une solution pour maîtriser les coûts, surtout aux vues des données selon lesquelles jusqu'à 10 % des dépenses sont en fait des paiements non conformes.
- Les paiements non conformes versés dans le cadre du régime Medicaid sont causés par la fraude, les abus ainsi que par les erreurs, comme l'envoi de paiements à la mauvaise personne. Selon la réglementation fédérale visant le régime Medicaid, la fraude est un acte d'escroquerie pour obtenir un avantage indu, tandis que l'abus est un procédé non conforme aux bonnes pratiques fiscales, commerciales et médicales, qui engendrent des coûts inutiles ou le remboursement de services non nécessaires.
- Des fraudes et abus du régime Medicaid sont commis par des fournisseurs de soins de santé ou par des patients. Il est généralement plus facile de récupérer les fonds lorsqu'il s'agit de fournisseurs de soins, d'autant plus que, selon certaines données, ces derniers sont responsables de 90 % des fraudes et abus.
- Trois étapes sont particulièrement efficaces pour réduire les fraudes et abus du régime Medicaid commis par des fournisseurs :
  - Vérifier les antécédents des fournisseurs de soins de santé pour vérifier s'ils ont des réclamations frauduleuses à leur actif.
  - Contrevérifier les réclamations et les informations déclarées.

- Réviser les réclamations avant leur remboursement, car il est beaucoup plus facile de prévenir la fraude que de récupérer l'argent après coup.
- Au Michigan, on a réduit les fraudes et abus du régime Medicaid en associant l'inscription du patient au régime avec le numéro de permis d'exercice du médecin. En effet, le défaut de renouvellement d'un permis peut être l'indice d'une plus forte propension à la fraude et à l'abus ou d'une situation irrégulière. Si le médecin ne renouvelle pas son permis d'exercice, il est exclu du régime.
- La prévention de la fraude du régime Medicaid s'avère parfois un exercice d'équilibre délicat, parce qu'il est important de réduire les coûts inutiles associés aux fraudes et abus, mais sans que les mesures à cet effet ne pénalisent les fournisseurs de service honnêtes.

## L'AVENIR DES ÉTATS

### Peter Harkness, *magazine GOVERNING*

- Les derniers changements économiques aux États-Unis ont créé des difficultés particulières pour les législateurs, car ils ont accru la dette publique et l'endettement des ménages, le chômage déjà élevé et la Grande Récession.
- Certains indices donnent à penser que le pire de la récession est derrière nous. Il faut cependant faire les bons choix politiques pour répondre adéquatement à la reprise économique.
- Certains autres indices sur l'économie américaine sont positifs : la croissance des dépenses de consommation, le rôle de leadership mondial des universités américaines en matière de recherche et les retombées économiques dont jouissent certains États grâce au boom du secteur énergétique engendré par l'exploitation des gisements de gaz naturel et de schiste.
- Les législateurs devront s'attaquer aux problèmes en matière d'éducation, de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année où d'importants investissements ont donné très peu de résultats probants, ainsi qu'en matière d'études postsecondaires, où les universités d'État sont contraintes de recourir à la privatisation en raison de coûts trop élevés.
- Tout comme l'éducation, la réforme de l'immigration présente des difficultés stratégiques. Selon Bill Gates, d'après la politique actuelle, il semblerait que le fait « d'être intelligent » nuit grandement aux candidats à l'immigration aux États-Unis.
- Les législateurs doivent prendre en considération les variables démographiques lorsqu'ils se penchent sur les orientations stratégiques. Par exemple, la « vague des têtes grises », ou le vieillissement rapide de la population, transformera grandement ces orientations. En effet, les

baby-boomers seront bientôt très exposés à la pauvreté, car leur épargne-retraite se trouvera amoindrie dans un contexte où le divorce à la hausse.

- La génération Y a subi de graves contrecoups lors de la dernière récession, puisqu'elle essuie un endettement record pour ses études postsecondaires, qui s'élève à environ 1 billion de dollars et qu'elle a une capacité limitée de le rembourser. En plus, la moitié des nouveaux avocats américains sont incapables de décrocher un emploi.
- Pendant des dizaines d'années, les banlieues étaient le choix de prédilection comme lieu de résidence. C'est maintenant au tour des villes d'avoir de plus en plus la cote, ce qui pose des problèmes d'urbanisme à cause des restrictions d'espace.
- Dans un contexte où de plus en plus de gens choisissent de s'établir en ville et que le centre-ville attire les communautés d'immigrants en pleine croissance, la demande de logement en milieu urbain dépasse largement l'offre à mesure que l'économie se redresse.
- L'intensification des tensions politiques à l'échelon fédéral a empêché ou ralenti l'adoption de mesures législatives, qui aurait permis aux États d'innover de leur propre initiative. Par exemple, la Californie s'est lassée d'attendre l'instauration d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission par le gouvernement fédéral et a choisi d'établir son propre système.
- Un tiers des recettes des États vient du gouvernement fédéral.
- Les États-Unis sont un pays divisé. Un seul parti a la mainmise dans 43 États, et la moitié des assemblées législatives d'État sont dotées de majorités à l'abri du veto. Malheureusement, il faut pourtant s'attaquer à certaines questions complexes, notamment les changements climatiques, la santé des cours d'eau, le mariage gai, la légalisation du cannabis, le contrôle des armes à feu et la réforme des prisons.

### **Susan Brower, *démographe de l'État du Minnesota***

- Les baby-boomers ont commencé à prendre leur retraite. Ce changement dans cet important groupe de la population active exerce des pressions indues sur les budgets de santé et de soins de longue durée.
- La moitié des habitants du Minnesota s'attendent à recevoir de l'aide gouvernementale tout au long de leur retraite ou n'ont aucun plan de retraite.
- Des difficultés d'ordre budgétaire rendent difficile la planification de la relève pour le secteur privé. Les ordres de gouvernement ont devant eux une superbe occasion d'instaurer des normes d'équité d'emploi et de promotion de la diversité en milieu de travail, dans un contexte où les organisations décideront de la manière de remplacer les baby-boomers.

- Aux États-Unis, le départ à la retraite des baby-boomers ralentira la croissance de la population active et la croissance économique. Pour renverser cette tendance, les entreprises devront augmenter leur productivité en adoptant des mesures d'efficacité et en fournissant des produits et services de plus grande valeur.

**Michael Brown, *Wells Fargo***

- Selon les données, le taux actuel de la croissance économique aux États-Unis s'établit à environ 2,5 %, ce qui est inférieur aux taux de croissance oscillant entre 3 et 3,5 % constatés au cours de la dernière décennie.
- L'emploi est un facteur important de la santé économique. Le chômage est lié à l'éducation : les revenus n'ont pas encore atteint les niveaux antérieurs à la récession.
- L'inégalité des revenus persiste aux États-Unis, et les revenus ne sont pas encore retournés aux niveaux antérieurs à la récession.
- Les économies des États ont connu une légère remontée depuis la récession de 2009. Toutefois, les recettes tirées de la taxe de vente stagnent, car les consommateurs ne dépensent pas beaucoup.
- Le rythme actuel de la croissance économique devrait rester le même encore quelque temps.
- La paralysie du gouvernement américain a eu des effets néfastes sur l'économie. Par exemple, la baisse de revenus de particuliers a engendré une réduction des recettes tirées des impôts sur le revenu et des taxes de vente. Il y aura donc une réduction des subventions accordées au gouvernement des États.

**Larry Jacobs, *Université du Minnesota***

- Des petits changements dans les pourcentages électoraux ont des effets importants sur les politiques. De nombreuses assemblées législatives font des paris très risqués, mais potentiellement très payants, comme la baisse des impôts et le sous-financement de l'éducation, en se fondant sur des différences de moins de 10 points de pourcentage dans les résultats électoraux.
- Selon les données, les assemblées législatives ne sont pas frileuses, c'est-à-dire qu'un gouvernement ne recherche pas de consensus sous l'effet de la crainte de perdre sa majorité
- Les partis politiques se trouvent essentiellement devant l'alternative suivante : appâter les électeurs du centre en promouvant des politiques modérées ou plaire à leurs partisans se tenant des politiques extrêmes. Cette dernière option mène à la convergence politique, alors que la

première mène à la divergence et à un manque de volonté de trouver un compromis.

- Les résultats des prochaines élections risquent d'être infléchis par les facteurs démographiques suivants : le nombre croissant de personnes âgées, la décroissance des électeurs blancs et le taux de croissance rapide de certaines communautés d'immigrants.

## **LE CARBURANT DE NOTRE AVENIR : L'ÉNERGIE DU MIDWEST**

### **Ellen Gilmer, *EnergyWire***

- La fracturation hydraulique, ou hydrofracturation, est une technique où un mélange de liquides sous haute pression et de sable est injecté dans une formation rocheuse pour extraire des substances comme le gaz.
- Dans le Midwest, entre autres, la fracturation hydraulique est utilisée pour extraire du gaz naturel des gisements de schiste, ce qui a mené à un boom énergétique dans cette région.
- Malgré l'adoption par certains États de politiques sur les énergies renouvelables, le Kansas, le Minnesota et l'Ohio exercent des pressions pour affaiblir ces politiques.

### **Shirley Neff, *Administration de l'information sur l'énergie des États-Unis***

- Le Midwest est un consommateur net d'énergie. De tous les États de cette région, seul le Dakota du Nord est un producteur net. Par rapport au nombre d'habitants, le Dakota du Nord est à la fois le plus grand producteur et le plus grand consommateur d'énergie.
- C'est au Midwest que se trouve l'épicentre de l'énergie nucléaire aux États-Unis.
- L'énergie renouvelable la plus exploitée aux États-Unis est l'énergie éolienne.
- Le nord-est des États-Unis produit un peu d'électricité, mais en faible quantité par rapport à celle produite dans certaines provinces canadiennes.
- La biomasse est une ressource renouvelable dans le Midwest, mais le secteur qui l'exploite n'a pas répondu aux attentes. Il faut trouver des méthodes plus efficaces et efficaces pour convertir la biomasse en énergie utilisable.
- Le secteur de l'énergie renouvelable a un fort potentiel de croissance.
- Dans l'avenir, des innovations technologiques afin d'accroître l'efficacité permettront de stabiliser quelque peu la consommation d'énergie.

- Même si, dans un avenir rapproché, la plus grande source d'énergie demeurera probablement le charbon dans le Midwest, des mesures d'efficacité en réduiront peut-être la consommation.
- En raison des coûts considérables associés aux centrales nucléaires, l'utilisation de l'énergie nucléaire devrait diminuer si le marché énergétique demeure compétitif.

**Sharon Reishus, *IHS Energy Insight***

- L'Amérique du Nord possède une importante source de pétrole brut. Dans les prochaines années, les importations de pétrole diminueront, mais il est peu probable que les États-Unis réussissent un jour à atteindre l'indépendance en matière de pétrole.
- Les marchés pétroliers ont été volatils, mais les prix devraient être relativement stables ces prochaines décennies. On devrait constater la même chose avec les prix du gaz naturel.
- La consommation de gaz est étroitement liée à la croissance des industries américaines. Les industries gourmandes en gaz connaissent une remontée, et la consommation de gaz a donc augmenté.
- L'électricité est étroitement liée à la croissance économique. Puisque les perspectives économiques des États-Unis s'améliorent, la demande en électricité devrait augmenter.
- Les émissions de carbone devraient se stabiliser au cours des prochaines décennies. Cela dit, en l'absence de lois d'envergure sur le carbone, cette stabilité ne pourrait pas à elle seule permettre d'atteindre les cibles mondialement reconnues pour éviter une augmentation de deux degrés de la température.
- L'Agence de protection environnementale des États-Unis est dotée de règlements sur les polluants qui régiront bientôt davantage d'aspects du secteur industriel. Si ces règles sont particulièrement restrictives, on pourrait constater une baisse de la productivité.

**LES ENSEIGNEMENTS SUR LA GOUVERNANCE TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE AMÉRICAINNE**

**Jon Meacham, *Random House***

- La politique et la lutte constante entre l'idéal et la réalité ainsi qu'entre la perfection et le bon. La cohérence philosophique est la première victime de la réalité politique.
- Thomas Jefferson représente la quintessence du politicien, car il formait des coalitions d'opinion sur une position particulière pour une période définie.

- Les premiers présidents des États-Unis aimaient leur pays de la même manière qu'un parent aime son enfant. Ils étaient des êtres très imparfaits, dévoués à une vision de leur pays réglée par des principes, mais ils ne se sont jamais laissés encombrer par les scrupules lors du choix des moyens d'arriver à leurs fins.
- La partisanerie s'inscrit dans l'âme des États-Unis, mais elle se fait délétère lorsqu'elle devient réflexe au lieu de pensée.
- Au temps des premiers présidents, l'expérience de la démocratie était fondée sur un postulat selon lequel les Américains pouvaient se faire assez confiance pour atteindre un compromis. En effet, on ne peut laisser la perfection devenir l'ennemi du bien.
- Selon saint Augustin, les êtres humains s'unissent par les idées qu'ils chérissent. Les premiers Américains étaient unis par le concept de la liberté et la conviction que la prospérité en était la clé.
- L'art du compromis n'est ni un vice ni du cynisme. Il s'agit plutôt d'une autre manière de définir la gouvernance, car les gens sont imparfaits et sont souvent confrontés à des situations qui ne peuvent être que gérées, et non pas résolues.
- Les premiers présidents des États-Unis étaient entièrement acquis au principe de faire ce qui avait de mieux pour leur pays. Thomas Jefferson ne s'embarassait pas de la pureté idéologique lorsqu'il devait défendre son principal intérêt : la puissance et la sécurité du pays.
- Andrew Jackson croyait sincèrement aux droits des États, mais il considérait le pays comme une famille et ne voulait pas compromettre la force de l'union pour protéger des États individuels.
- De nos jours, pour nombre d'Américains, les pères fondateurs des États-Unis sont des dieux bien lointains. Cependant, ils étaient très humains et pouvaient se montrer fragiles. Il n'y a pas d'autre choix que de compter sur des chefs imparfaits et fragiles.
- Les Américains ne devraient pas croire que leurs chefs ont déchu de quelque idéal historique. C'est plutôt que le sens des réalités, le pragmatisme et le compromis ont toujours été importants dans la société et la gouvernance des États-Unis.

Respectueusement soumis,

L'honorable Janis G. Johnson  
sénatrice et coprésidente  
Groupe interparlementaire  
Canada-États-Unis

Gord Brown, député  
coprésident  
Groupe interparlementaire  
Canada-États-Unis

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
<b>ACTIVITÉ</b>	68e Réunion annuelle de la Conférence législative du Midwest (CLM) de la « <i>Council of State Governments</i> »
<b>DESTINATION</b>	St. Paul (Minnesota), États-Unis d'Amérique
<b>DATES</b>	Du 14 au 17 juillet 2013
<b>DÉLÉGATION</b>	
SÉNAT	L'hon. Wilfred P. Moore, c.r. L'hon. Jean-Guy Dagenais
CHAMBRE DES COMMUNES	Merv Tweed, depute
PERSONNEL	Martha Butler, conseillère
<b>TRANSPORT</b>	<b>4 241,94 \$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>2 425,92 \$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>920,35 \$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>1 499,25 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9 087,46 \$</b>